

**Visite de Monsieur Emmanuel MACRON,  
Président de la République Française  
à Souillac,  
le 18 janvier 2019**

**Discours de Monsieur le Maire de Souillac**

Monsieur le Président de la République,  
Madame le Ministre, Monsieur le Ministre,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Chers collègues,

L'Occitanie,

le Lot,

la Communauté de Communes Causses Vallée de la Dordogne

et plus particulièrement la commune de Souillac, sont heureux de vous accueillir aujourd'hui au sein de cette assemblée et vous remercient de leur donner l'opportunité de nous exprimer.

Ce débat national est l'occasion unique mais aussi une chance, de faire progresser la décentralisation participative, de renouer le dialogue en toute confiance, dans la transparence et l'impartialité et ainsi répondre aux attentes des français.

Mardi dernier, Monsieur le Président, vous avez abordé de nombreux thèmes, en ce qui me concerne, j'aimerais vous interpeller sur mes attentes et celles de mes concitoyens.

**Au titre de la justice sociale**

Un grand nombre de nos concitoyens ne peut plus vivre dignement de leurs salaires ou de leurs pensions trop faibles. Il rencontre bien des difficultés à partir du 20 de chaque mois. Il souhaite disposer d'un pouvoir d'achat pour leur permettre d'exister de façon décente.

Parmi les dispositions qui pourraient soulager les français, celles sur les aides optiques, dentaires ou auditives, validées depuis peu par décret, ne peuvent pas attendre 2020 ou 2021, elles mériteraient d'être effectives dès maintenant.

De même prévoir le rétablissement de différentes aides sociales et notamment l'A.P.L dans son intégralité faciliterait les conditions d'accès au logement pour tous

De nombreuses personnes ne savent pas faire valoir leurs droits sociaux face à la complexité des dossiers à remplir et qu'il conviendrait de simplifier.

**Au titre de la Justice fiscale**

Effectivement l'impôt est au cœur de notre solidarité nationale mais cette dernière pourrait être plus favorable aux retraités avec l'annulation de l'augmentation de la CSG, mais aussi pour l'ensemble des contribuables l'allègement des taxes et notamment la taxe carbone, enfin la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour la totalité des

citoyens par équité fiscale tout en espérant une compensation intégrale pour nos collectivités.

Les solutions de compensation de financement pourraient être :

- le rétablissement d'une I.S.F. adaptée aux situations,
- la lutte renforcée contre la fraude fiscale.

### **Au titre de la Justice écologique**

L'environnement est un enjeu majeur pour notre planète et pour l'avenir de nos petits-enfants.

Parmi les propositions concrètes pour favoriser la transition écologique, il me paraît indispensable de simplifier les demandes d'aides liées aux travaux à réaliser relatives aux économies d'énergie. En effet, les particuliers devant les diverses procédures s'épuisent et renoncent aux rénovations de leurs habitations.

### **Au titre de la justice économique**

Celle de la mobilité en ruralité conditionne la vie économique mais aussi la cohésion sociale.

La défense de la ligne POLT, Paris Orléans Limoges Toulouse, mérite votre attention, reconnue structurante par votre ministère, elle est un axe majeur du réseau ferré national avec des temps de parcours qui se dégradent au fil des ans.

Malgré un réel effort financier de votre gouvernement, le projet de loi d'orientation des mobilités pour la ligne POLT n'est pas à la hauteur en matière de modernisation donc des enjeux économiques que doivent affronter nos territoires, ainsi qu'aux aspirations légitimes des usagers quant à leurs déplacements.

Nous souhaitons très rapidement que davantage de trains intercités continuent vers le sud pour desservir le nord de l'Occitanie et donc le Lot jusqu'à Toulouse, via Souillac, Gourdon et Cahors, mais aussi Figeac, Rodez, Bretenoux et Aurillac.

L'attractivité de notre territoire, c'est également soutenir le développement de notre aéroport Brive-Vallée de la Dordogne et notamment la ligne Brive-Paris.

Si la préoccupation en faveur de la lutte contre la sécurité routière est bien réelle et que nous partageons, les élus locaux pourraient apporter une réponse sur la limitation de vitesse sur certains axes de circulation en ciblant les zones à risques.

Nos espoirs permettant de lutter contre la désertification s'appuient sur une stratégie globale de revitalisation de bourg-centre engagée avec la communauté de communes Causses Vallée de la Dordogne et la commune de Souillac.

Nos inquiétudes communales sont suspendues à la forte contrainte du Plan de Prévention du Risque Inondation, devenu un véritable frein à l'essor économique et limite la revitalisation de la ville. N'est-il pas possible d'envisager une facilité adaptable au risque ?

### **Au titre de la justice démocratique**

Si nous sommes conscients et d'accords pour participer aux contraintes financières qui s'imposent à notre pays, la répartition des efforts demandés aux collectivités est profondément injuste au regard de la part mineure des collectivités dans la dette nationale.

Notre commune a perdu la moitié de sa dotation globale de fonctionnement m'obligeant à présenter chaque année d'importantes restrictions budgétaires. Les dotations de l'Etat sont censées être la légitime contrepartie d'impôts locaux supprimés ou de transferts de compétences opérées par la loi, elles sont donc un dû et non une faveur.

Durant votre campagne, vous avez prôné la ruralité conquérante, c'est sans doute pour cette raison que vous avez choisi Souillac, actuellement dans une forte dynamique de projets conquérants.

Nous, les élus de proximité et plus particulièrement des communes rurales, soucieux de représenter nos territoires,

Nous les maires les plus crédibles et facilitateurs auprès de nos concitoyens qui nous font confiance pour exprimer leurs doléances, bref leurs souffrances, leurs mal-être ;

Nous les élus, nous sommes la courroie de transmission entre la population et l'exécutif.

En cette période de vœux, je suis en attente de mesures claires, cohérentes, constantes et bien sûr sincères pour tous les français mais aussi pour les collectivités territoriales.

Monsieur le Président, votre action est courageuse et volontaire, je veux croire qu'elle sera bénéfique pour apporter espoir et une meilleure qualité de vie à toutes celles et tous ceux qui souffrent de la fracture sociale actuelle.

Je vous remercie de votre écoute.